

ENTRAIDE &



SOLIDARITÉS

ENTRAIDE & SOLIDARITÉS MAGAZINE

# Perspectives

AGIR EN TOURAINE CONTRE LES EXCLUSIONS • DEPUIS 1948

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS • 46 avenue Gustave-Eiffel • 37100 TOURS • [infos@entraide-et-solidarites.fr](mailto:infos@entraide-et-solidarites.fr) • N°322 / Mai 2023

**DOSSIER** PAGE 4

## L'association a 75 ans : numéro spécial « rétrospectif »



**SANS ABRIS DANS  
L'AGGLOMÉRATION :**

la cote d'alerte  
est atteinte

**Page 2**

**PAUVRETÉ :**

la commissaire  
en visite au Resto  
des Maraudes

**Page 3**

**CHANTIERS  
D'INSERTION :**

une rallonge  
budgétaire

**Page 3**

**PÔLE D'ACTIVITÉS  
ÉCONOMIQUES :**

Sylvain Badonnel  
passe la main

**Page 15**

## Un funeste alignement des planètes

Le dernier rapport de la Fondation Abbé-Pierre met en lumière le manque de logements aujourd'hui en France. Pour les mois et les années qui viennent, nous pouvons citer quelques faits qui, conjugués, laissent présager une crise du logement et de l'hébergement. Citons-en quelques-uns :

- 1 - **Le faible niveau de construction de logements sociaux, lié à la hausse des taux d'intérêts et à l'inflation sur les matériaux** : les bailleurs sociaux vont avoir moins de ressources à consacrer à la construction
- 2 - **Le livret A** : il pourrait y avoir une concurrence pour l'accès à ces fonds traditionnellement consacrés au logement social
- 3 - **L'interdiction de louer des passoires thermiques** : c'est une bonne chose, mais en attendant la rénovation, cela va diminuer l'offre de logements
- 4 - **L'augmentation de 10 % sur un an des impayés** va entraîner une hausse des expulsions
- 5 - **La Coupe du monde de rugby puis les Jeux olympiques** : les hôtels en Île-de-France vont être indisponibles pour l'hébergement d'urgence, et le nombre de personnes à héberger va s'accroître en province.

Aujourd'hui, malgré l'augmentation du nombre de places d'hébergement d'urgence depuis plusieurs années, il y a toujours plus de personnes, dont des enfants, qui dorment dans la rue.

Nous ne pouvons accepter cette situation, et nous souhaitons agir pour que cette crise du logement et de l'hébergement qui s'annonce ne soit pas inéluctable. Agir avec les autres associations, agir auprès des pouvoirs publics...

Par ailleurs, y aura-t-il une loi sur l'immigration, ou pas ? Quelle que soit la décision du gouvernement, nous souhaitons alerter les parlementaires du département sur plusieurs points :

- 1 - **Tout d'abord, donner aux demandeurs d'asile le droit de travailler pendant l'instruction de leurs dossiers.** Ils pourraient payer un logement, et participer à la vie du pays en payant des impôts et des cotisations. D'autant plus qu'il y a des besoins sur des métiers en tension. On le voit par exemple lorsqu'un restaurant de Tours est contraint de fermer.
- 2 - **90 % des immigrés qui reçoivent une « OQTF » restent sur le territoire pour diverses raisons.** Certains devraient pouvoir bénéficier d'un statut qui leur permette de vivre par eux-mêmes et de ne pas être « hors sol ». Ce qui pourrait aussi libérer des places d'hébergement, en leur permettant de travailler par exemple.
- 3 - **Créer une commission départementale pour la régularisation de personnes ou de familles sur proposition des associations qui œuvrent dans le domaine.**

Entre la crise du logement, déjà présente, les incohérences et les injustices liées à l'immigration, aggravées par des agitateurs d'extrême droite (démission du maire de St Brévin), on voit qu'en ce printemps le ciel s'assombrit encore et les planètes de l'univers social ne s'alignent pas pour le meilleur... Mais le pire n'est jamais certain, et la solidarité, l'action, la mobilisation, l'humanisme peuvent encore fabriquer un avenir meilleur !



François Ferrisse

## Un courant sans cesse renouvelé...

Ce qui me frappe avant tout en parcourant les archives de l'Entraide, (comme on l'écrivait autrefois), c'est la vie permanente qu'elles manifestent, la recherche toujours renouvelée de réponses aux problèmes qui se posent.

D'où la vision souvent « prophétique », le pouvoir d'anticipation de l'association. Une phrase de l'abbé Pineau (le fondateur) le dit clairement : « *Notre travail consiste à apporter une solution momentanée ou définitive à tout cas social qui n'est pas encore pris en charge par un service officiel ou une œuvre privée* ». (Août 1954).

Cet esprit de créativité perpétuellement en éveil, ce rôle de pionnier à l'avant-garde des réalisations sociales, provoquent, à la lecture, une impression stimulante, un besoin de participation active. Le Comité d'Aide aux Détenus est créé le 22 mai 1949. Les services de l'Entraide Ouvrière se multiplient rapidement : Service social, Accueil Hommes, Accueil Féminin, Accueil Enfance... Le bulletin « Perspectives » crée un lien régulier : « *Il veut simplement vous signaler notre travail, nos besoins... et vous associer plus étroitement aux préoccupations que nous causent la misère et le désordre social. Vous trouverez de temps à autre une prise de position sur tel ou tel problème... vos réactions nous intéressent toujours* ».

Les temps de réflexion associatifs : le CRIPA (Centre de Recherches et d'Informations Pour l'Action, juin 1963), Les Tables rondes (1979-1980), Les Conférences régulières : « Problèmes de la Prison » (1980-1981), « Les personnes à la rue » (1982-1983), « Le Migrant, intrus ou partenaire ? » (1983-1984), « Vivre longtemps : un risque ? une chance ? » (décembre 1985) développent l'orientation « politique » du travail.

La vie d'Entraide & Solidarités, c'est un grand fleuve qui coule, un courant sans cesse renouvelé, sans parler de tous ceux avec lesquels elle a travaillé au fil des années : Fédérations (1956), Emmaüs, Associations tourangelles, Collectif Pauvretés - Développement, Illettrisme...

Ce fleuve fait mieux percevoir, au fil du temps, la profondeur de la source qui devait remplir le cœur du Fondateur et de ceux et celles qui ont écrit l'histoire de ces 75 ans. De tous, elle a reçu... À certains, elle a apporté d'être ce qu'ils sont aujourd'hui.

Libres propos de Jean Paillou



### Perspectives

4 numéros par an • ISSN-L 0981-6178  
 Rédaction & administration :  
 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS  
 Tél. : 02 47 31 87 00 - Fax : 02 47 61 14 16  
 Directeur de la publication :  
 François Ferrisse  
 Comité de rédaction : Jean-Paul Mercier,  
 Jean Paillou, Pierre Trinson

Mise en page & image :  
 Studio Kakao  
 Impression :  
 Les presses de Touraine,  
 Tours  
 Gestion des abonnements :  
 Alexandra Cailbeaux

infos@entraide-et-solidarites.fr  
 www.entraide-et-solidarites.fr  
 entraideetsolidarites



## Chantiers d'insertion : une rallonge budgétaire

Le président de la Fédération des Acteurs de la Solidarité (à laquelle adhère E&S), Pascal Brice, s'était exprimé sur le projet gouvernemental « France Travail », qui doit remplacer Pôle Emploi : « Cela passe par un accompagnement adapté au parcours de chaque personne, attentif à la diversité des fragilités et aspirations, avec des dispositifs prenant appui sur l'action des différents acteurs et notamment des associations et des intervenants sociaux... Des moyens à la hauteur sont aussi nécessaires notamment pour l'insertion par l'activité économique pour sortir de la crise profonde de reconnaissance du travail social, sans lequel rien ne sera possible... De son côté un réseau de neuf organisations, dont la FAS, représentant toutes les structures

d'insertion par l'activité économique (SIAE), avait écrit le 15 mars à la Première ministre : «...Les SIAE sont aujourd'hui véritablement stoppées dans leurs engagements dès ce début d'année 2023 par une restriction du nombre de postes d'insertion conventionnés faute de crédits suffisants, au détriment des personnes les plus en difficultés pour accéder à l'emploi qui sont notre raison d'être. Cette situation met en péril les emplois créés et en cours de création... Nous tenons à attirer dès maintenant votre attention sur la nécessité d'abonder le budget de l'insertion par l'activité économique dans les semaines à venir... ».

Ces interventions ont permis **l'obtention d'une enveloppe supplémentaire de 134 millions d'euros pour l'IAE au plan national.**

Il convient de faire connaître les besoins auprès des directions départementales du Travail. Le ministre du Travail a rappelé qu'il ne souhaitait pas bouleverser toute l'organisation de l'IAE (notamment ses modalités de financement) mais bien suivre le « Pacte ambition ».

## La Barque : « premier avertissement » !

Après une réunion entre commerçants, préfecture et Ville de Tours, à laquelle La Barque n'était pas invitée (!), le café associatif de la rue Colbert à Tours a reçu du préfet, le 20 mars, un « premier avertissement » avant « toute mesure administrative nécessaire au rétablissement de l'ordre public ». Il est reproché à l'association de recevoir dans son local des « habitués » parfois alcoolisés et violents : le café est là pour ça, accueillir des marginaux et apaiser les tensions. Ses salariés et bénévoles font le maximum à l'intérieur de l'établissement. Mais le préfet pointe aussi des rassemblements devant le café, la consommation d'alcool ou de stupéfiants sur la voie publique, des violences verbales et physiques devant l'établissement, des menaces à l'encontre de passants et de commerçants... Ce qui n'est pas faux. Entraide & Solidarités soutient La Barque, avec d'autres associations, en relevant dans cet avertissement un renversement des liens de causalité et de la responsabilité. **C'est parce qu'il y a toutes ces personnes en déshérence que le café associatif existe, et pas l'inverse !** La Barque ne vend ni alcool ni stupéfiants. Il n'est pas de son ressort de faire cesser ces consommations sur la voie publique. Il n'est pas de sa responsabilité de faire régner l'ordre public ! Plutôt que de s'en prendre à un établissement qui a fait la preuve de son utilité, les pouvoirs publics devraient l'aider davantage à assumer sa lourde tâche : panser des plaies sociales, pallier l'insuffisance des services à combattre la misère, l'exclusion, la maladie... Mais il serait maintenant question de lui trouver une autre adresse : à voir, si ce n'est pas pour cacher la misère...

## Le Resto des maraudes intéresse la commissaire



On l'appelle le « Resto des maraudes » : fin janvier de cette année, Entraide & Solidarités et l'association AJH (Association Jeunesse et Habitat) ont innové en ouvrant un service de repas gratuits pour les personnes dans le besoin. Les camions des maraudes, le nôtre et celui de la Croix-Rouge, s'ils distribuent encore quelques nourritures, ne pouvaient plus faire face aux besoins alimentaires de plus de cent habitués. Les personnes à la rue – mais pas forcément – doivent s'inscrire pour venir deux soirs par semaine se faire servir un repas chaud, consommé sur place au restaurant du FJT (Foyer de Jeunes Travailleurs), rue Bernard-Palissy à Tours. Les repas sont confectionnés à la cuisine centrale d'E&S, et l'association dépêche chaque soir un travailleur social en mesure

d'informer et orienter les bénéficiaires, ainsi que des bénévoles pour l'accueil et le service, aux côtés des salariés d'AJH.

Le service fonctionne bien (hélas ?) : entre 35 et 50 repas sont servis chaque soir, soit plus de 2 000 à ce jour. Fin avril, on comptait 255 personnes inscrites, dont 27 de moins de 20 ans et 15 de plus de 60 ans. La moitié vit dans des squats.

Le 26 avril, le Resto a reçu la visite de Véronique Carré, nouvelle Commissaire à la lutte contre la pauvreté pour le Centre-Val de Loire (à gauche sur la photo). En poste à Orléans depuis mi-avril, elle s'est informée du fonctionnement de ce service. Il est financé par l'État à hauteur de 150 000 € mais seulement pour 2023. Sa pérennité n'est pas assurée. On espère que Mme Carré pourra y contribuer.

# 75 ans déjà, et pas une ride !



**Le fondateur de l'Entr'Aide Ouvrière, devenue Entraide & Solidarités en 2017, serait sans doute sidéré de découvrir que 75 ans plus tard son œuvre est toujours là, avec des plaies et des bosses, mais transfigurée et peut-être plus utile que jamais. Hélas.**

Deux ans après la fin de la guerre, les ruines et la misère étaient encore partout. La France métropolitaine n'a plus connu de conflit depuis trois quarts de siècle, mais si les bâtiments ont été relevés, la pauvreté, moins visible peut-être, frappe encore et toujours. Il ne s'agit pas de nier les progrès enregistrés dans tant de domaines. Mais à l'époque, croire au progrès voulait dire aussi, pour beaucoup, qu'il profiterait sûrement à tous. Les pessimistes verront l'histoire de notre association comme celle d'une cruelle désillusion. Les plus optimistes comme celle d'un indestructible espoir.

L'origine religieuse de l'association est connue. Comme beaucoup d'autres « opérateurs » dans les champs de l'humanitaire et de l'action sociale, elle est née à Tours de la volonté d'un prêtre, l'abbé Gaston Pineau, rejoint par une cohorte grandissante de fidèles. Puis elle s'est laïcisée au fil des décennies, en même temps que la société, nourrie notamment des apports de courants humanistes, syndicalistes, ou tout simplement citoyens. Elle est restée apolitique, parce que la lutte contre les exclusions doit survivre aux vicissitudes de

l'alternance, tout en penchant évidemment du côté des plus faibles « contre » les puissants.

Avec la multiplication des « dispositifs » - huit il y a 25 ans, une cinquantaine aujourd'hui - et des appels à projets qui tentent de réparer les manques de la politique sociale, l'association a grandi dans des proportions imprévues : 98 salariés permanents et 50 en « adaptation à la vie active » en 1998 ; aujourd'hui 220 permanents et 120 salariés en transition. De 20 millions de francs en 1993, le budget frôle maintenant les 20 millions d'euros !

Si les fléaux que sont la pauvreté, l'illettrisme, la maltraitance... pouvaient être guéris par les seuls engagements volontaires issus de la charité et de l'humanitaire, ça se saurait ! Même au prix des efforts consentis par la puissance publique, ils sont loin d'être maîtrisés. Et qui peut croire que ces calamités disparaîtraient si la « fonction publique » était seule à s'en occuper ? Certains ont vu les associations comme la nôtre devenir des « supplétifs » de l'État au prix, et au mépris, d'une sorte de pureté originelle. Mais l'État c'est nous, aussi. Avec 75 ans de recul, ne sommes-nous pas fondés à

croire qu'il faut bien « mettre les mains dans le cambouis », agir avec les pouvoirs publics - d'aucuns disent « à leur place » - et en même temps revendiquer toujours davantage de moyens pour combattre toutes les misères ? Où est la compromission ? Peut-être quand on pense que nous avons davantage besoin du politique qu'il n'a besoin de nous ? Peut-être quand le souci de bonne gestion, pour la préservation de l'emploi de nos salariés, impose au militantisme une retenue, une timidité, une sourdine exagérée ?... Cette contradiction, cette dialectique inconfortable, est au fond le moteur de notre engagement : on se salit parfois les mains, tandis que les « purs » les gardent propres, puisqu'ils n'en ont pas. C'est en conjuguant militantisme et professionnalisme que nous pensons agir au mieux de toutes les personnes que nous accueillons, que nous accompagnons depuis 75 ans. Et tant pis si, hélas, cette tâche « ouvrière » est sans fin.

Pour s'en convaincre, ce dossier de *Perspectives* propose un « coup d'œil dans le rétro » forcément incomplet, et qui doit beaucoup à l'énorme travail réalisé en 1997 par Madeleine Perret et Jean Paillou à l'occasion des 50 ans de l'association.

Jean-Paul Mercier

## Au commencement était l'accueil

**C'est l'ADN de l'association. Avant même de lui trouver un toit, l'accueil inconditionnel consiste à écouter l'autre, le démuné, et à l'entendre, pour l'aider le mieux possible.**

C'est le geste fondateur de l'abbé Pineau le 24 décembre 1947, décidant de proposer un toit pour la nuit à un « gueux » sortant de prison. Faire face à l'urgence est resté la préoccupation de tous les intervenants, et cet accueil primaire est le premier acte, l'embryon de tout accompagnement. L'accompagnement social s'est organisé dès 1948 à partir des permanences ouvertes 25 rue Jules-Simon, puis 19 rue Bernard-Palissy, articulé avec les services officiels et d'autres associations. (Aujourd'hui encore, on pourrait donc dire que c'est le cœur de métier de l'association). Mais s'il allait de soi, l'accompagnement est resté assez informel pendant plusieurs décennies au sein de l'Entr'Aide Ouvrière, sous le nom de « service de suite ».

En mai 1980, le directeur de l'accueil Hommes, Gustave Doré, donne une nouvelle impulsion en proposant un plan de restructuration. Et en 1983 la « permanence sociale centrale » installée 62 rue George-Sand se veut une plaque tournante en complément des services de la Ville. Le 27 décembre de cette année-là, sous la pression de l'urgence, des SDF seront d'ailleurs hébergés au « 62 » !

Fin 1984 verra l'ouverture, avec d'autres associations, du foyer Albert-Thomas, et aussi la création du Collectif Pauvreté-Développement réunissant 14 associations locales qui travaillaient déjà ensemble. Le même hiver, le « service de suite » expérimente un accompagnement plus serré, en complément de l'hébergement et de la nourriture de personnes à la rue. L'année 1988 marque un autre tournant avec la création du **Service Accueil et Orientation** (SAO), « capable de répondre aux demandes des personnes à la rue et de leur fournir une réponse locale, immédiate, appropriée... ».



### Au CASOUS...

Le RMI (Revenu minimum d'insertion) instauré le 1<sup>er</sup> décembre 1988 va changer quelque peu la donne. Progressivement. Un an plus tard, et encore en décembre 1990, deux « nuits de la solidarité » sont organisées car il est toujours nécessaire de montrer au grand public l'étendue de la pauvreté, mais aussi les actions de solidarité : ces soirées sont aussi festives que revendicatives. Fin 91, le centre de la rue Manceau, derrière la cathédrale, devient « l'accueil unique » de l'association. Trois mois plus tard, elle s'élève contre la fermeture aux SDF de la salle d'attente de la gare. Et en mai 1992 le ton se durcit envers les pouvoirs publics, qui tardent à mettre en œuvre les mesures prévues pour l'hébergement d'urgence.

L'année 1996 est à marquer d'une pierre blanche. En janvier, avec le concours de la Fondation de France et de la SNCF, c'est le lancement des PAS, les **Points Accueil Solidarités** : un « guichet » d'accueil, d'information et d'orientation ouvert en journée dans la gare, et un camping-car qui circule le soir pour donner une soupe ou un café, voire procurer un hébergement pour la nuit. C'est parti pour les **maraudes** trois jours par semaine, en alternance avec la Croix-Rouge. Puis, le 16 février place Gaston Pailhou, ce sera l'inauguration du

**CASOUS** (Centre d'Accueil, de Santé et d'Orientation pour l'Urgence sociale) par Xavier Emmanuelli, secrétaire d'État chargé de l'action humanitaire et créateur du Samu social parisien. L'année est aussi marquée par 17 jours de grève de la faim par 7 sans-papiers, et la création de l'association « Au fil de l'eau » qui donnera naissance à La Barque.

Depuis 1997, pour le compte de l'État, l'Entr'Aide Ouvrière gère dans le département le **115**, la permanence téléphonique, le numéro unique pour l'urgence sociale. Au début des années 2000, l'hébergement d'urgence est fortement sollicité par l'augmentation du nombre d'étrangers demandeurs d'asile, au point d'« emboliser » bientôt le système. En 2007 l'association ouvre une antenne à Chinon pour répondre aux besoins locaux.

2010 est encore une année mouvementée : création par l'État du **SIAO** (Service intégré d'Accueil et d'Orientation), qui doit centraliser toutes les capacités d'hébergement du département et y répartir les demandes. Et création de l'association Émergence par cinq autres entités. Mais c'est surtout la baisse drastique des crédits, les structures ne recevant que 30 à 60% de leurs besoins de financement. Après une « nuit de la solidarité » le 28 juin, plus revendicative celle-là, une partie des crédits est rétablie. L'hébergement d'urgence reste toutefois en crise. En janvier 2012 l'antenne de Chinon ouvre son **épicerie solidaire**. L'Entr'Aide Ouvrière gère alors une soixante des 144 places d'hébergement d'urgence que compte le département. C'est très insuffisant, et le 5 décembre, des centaines de personnes se réunissent place de la préfecture pour le dire, et encourager la vingtaine de militants qui dormiront sous tente pour cette nouvelle nuit de la solidarité.

En 2014 le CASOUS devient « **Pôle social et médical** » (PSM) de l'EAO, sous la houlette de Thierry Gheeraert secondé par Floriane Sarrade-Loucheur, responsable du service



social. En fin d'année, 60 places réparties entre deux hôtels viennent renforcer le dispositif, toujours insuffisant. Le 11 février 2015, l'EAO organise un souper solidaire et festif ouvert à tous, place de la gare où sont servis 250 couscous pour sensibiliser le grand public. L'année suivante, 2016, les places d'urgence se montent à 393 en Indre-et-Loire, dont 180 gérées par notre association. En mai 2018, nous quittons le CASOUS, impossible à mettre aux normes, et installons les services d'urgence, le PSM, rue Marcel-Tribut, non loin de la gare.

Les dernières années ont connu, en 2018 l'accueil en urgence des jeunes étrangers (les MNA), et l'arrivée en



1996 : Xavier Emmanuelli inaugure le CASOUS entre le maire, Jean Germain et Jean Paillou, président de l'EAO.

2019 de Sabine Rebeix à la tête du PSM. Nous gérons alors 250 places d'urgence, dont 48 en hôtels. Et puis bien sûr les **confinements** de 2020 et 2021 où l'association, ses salariés et ses bénévoles, ont fait plus que maintenir l'accueil d'urgence en assurant une présence et le ravitaillement des

centaines de personnes mises à l'abri de la pandémie. Aujourd'hui, l'hébergement d'urgence atteint au total 850 places dans le département (avec les hôtels), mais les sans-abri sont toujours aussi nombreux...

## Pas d'hébergement sans accompagnement !

**Si l'accueil est l'acte premier, l'hébergement est le cœur de métier de l'association.**

En janvier 1948, elle abrite déjà 30 hommes au 1bis rue Jules-Simon, et 7 femmes dans un hôtel de la rue de la Scellerie, puis au 24 rue Bernard-Palissy. Et dès l'origine - et on le dit encore aujourd'hui - « pas d'hébergement sans accompagnement » ! Dix ans plus tard, c'est l'achat de la maison Manceau, derrière la cathédrale. Et en décembre 1961 est inauguré par Jean Royer le **Centre d'accueil Renault** (aujourd'hui le CHERPA), construit par la Ville, avec ses grands dortoirs, et qui ne sera agrégé à l'aide sociale qu'en 1972.

« **La Maison** » de Vernou est ouverte en novembre 1965 : une grande bâtisse louée à une institution religieuse, avec ses dépendances. Elle accueille des femmes, avec enfants à partir de 1976, et restera ouverte jusqu'en 1994, quand la résidence Camus prendra le relais. Une ancienne salariée se souvient de l'ambiance familiale qui régnait à Vernou, et des jeux des enfants dans le vaste jardin.

Retour en ville : en janvier 1976 l'association achète le 2, place Jean-Meunier, qui s'étendra plus tard au grand bâtiment voisin pour donner naissance au CASOUS. Elle y transfère son **Centre d'accueil féminin** de la

rue Bernard-Palissy. Pour les hommes, Gustave Doré réorganise les services en 1980 et le foyer Renault devient « centre de vie », tandis que le foyer « de réinsertion sociale » investit Manceau. Nouvelle étape importante en 1984, avec une première demande de location d'un appartement à l'Office d'HLM : on peut y voir l'embryon de ce qui deviendra le Service des Logements extérieurs (SLEX, plus de 200 appartements aujourd'hui). Mais surtout, en juillet 84, ouverture à Tours nord de **la Chambrière**, troisième centre d'accueil hommes. En 1989 sera fermé le centre Manceau, transféré en appartements « éclatés » (diffus), orientation confirmée l'année suivante, qui voit aussi la création de la FICOSIL, destinée notamment à trouver des logements.

L'année 1993, dans le domaine de l'hébergement, est à retenir pour les vicissitudes que connaît le projet de résidence **Albert-Camus**, dans la rue du même nom à Tours-nord, avec un contentieux sur la dotation nécessaire. La construction ne commencera qu'en octobre. D'ailleurs, les CHRS font l'objet de menaces financières qui entraînent une mobilisation avec un bivouac place de la préfecture le 18 avril 1994,



Dans le jardin de la maison de Vernou, à la fin des années 1970

et le 25 mai une grève nationale des personnels des CHRS. L'association gère alors 188 lits d'hébergement d'insertion. Le foyer, aujourd'hui résidence Albert-Camus ouvrira le 12 décembre 1994, et les enfants y seront admis deux ans plus tard.

L'ouverture de l'**antenne de Chinon** en 2007 élargit les possibilités d'hébergement, comme le fera en 2012 la création du bureau de **Loches**, en fonction des besoins locaux (8 appartements en 2013). Ces années 2010-2012 sont agitées de débats sur le PDAHI

(Plan départemental d'accueil et d'hébergement d'insertion), l'AVDL (Accompagnement vers et dans le logement), l'accompagnement social en CHRS, la contestation de la politique du « Logement d'abord ». En 2011 est conduite une importante réorganisation de l'hébergement... En 2015, l'EAO-CAD, gère 389 places d'hébergement d'insertion, dont 27 à Chinon et 19 à Loches. Et depuis des années dans toutes les résidences, des animateurs apportent une dimension supplémentaire à la vie collective, au côté des travailleurs sociaux.

« Un toit pour tous » sera le thème d'une **soirée-débat** que nous organisons à Saint-Pierre-des-Corps le 4 novembre 2016. Et en 2019 nous gérons six dispositifs différents de « logement accompagné », auxquels viendront s'ajouter l'opération de reclassement des Bulgares des Îles noires à La Riche, puis fin 2021 les caravanes et tiny houses de **La Maison** pour les grands exclus, et en 2022 l'accueil des réfugiés Ukrainiens... Chaque nuit, plus de 800 personnes sont hébergées par le Pôle que dirige Fabienne Forveille, après Pascal Dabouis et Samuel Lorilleux.

## Faire une place aux réfugiés

Le principe de l'accueil inconditionnel a fait que l'Entraide n'a jamais pratiqué de discrimination entre les démunis ! Mais au fil des décennies, pour que l'accompagnement des étrangers soit efficace, il fallut bien qu'il soit financé. À mesure que le nombre de migrants augmentait, des « dispositifs » officiels sont apparus, auxquels n'ont évidemment accès que les personnes en attente de régularisation ou dotées d'un titre de séjour. Leur accompagnement organisé est donc une histoire récente.

On peut citer ainsi le programme d'« hébergement citoyen » lancé par le gouvernement en 2016 et mis en œuvre par Entraide & Solidarités dans le département, sous le nom de **Familles solidaires**. L'association déploiera beaucoup d'efforts pour un résultat mitigé, les volontaires se situant principalement en zone rurale, ce qui ne facilitait pas l'intégration des étrangers accueillis.



Un jeune Africain reçu par une famille du chinonais

En juillet 2017 le Département, débordé par l'arrivée massive de mineurs étrangers, les **MNA**, confie l'hébergement et l'accompagnement de plusieurs dizaines d'entre eux à notre association, puis à d'autres également. Cette action se poursuit sans problèmes.

Puis en 2018, dans le cadre du Plan gouvernemental d'Investissement dans les Compétences, E&S est retenue pour un travail favorisant l'insertion professionnelle des réfugiés, cette fois - et pour la première fois - en

pilotant un consortium de dix associations, baptisé **Route37**. Prévüe pour 3 ans, cette plateforme-emploi, assortie d'un programme de relogement et d'accompagnement des réfugiés, a parfaitement rempli son rôle mais s'arrête malheureusement en août prochain.

Enfin, comme on le sait, depuis mars 2022 une équipe dédiée d'E&S accueille et accompagne des réfugiés **ukrainiens** au camping de La Ville-aux-Dames, et coordonne leur hébergement au niveau départemental.



Une consultation au cabinet médical

## La pauvreté n'est pas bonne pour la santé !

Évidemment, l'état de santé des personnes accueillies a toujours préoccupé les responsables de l'association. Dans les premières années, des infirmières de formation

puis des médecins militants étaient au nombre des bénévoles capables de donner de premiers soins ou d'orienter les gens vers les structures de santé. Mais c'est en 1962 qu'est mis en place un **vrai service médico-social** au centre d'accueil hommes Renault. Il faudra cependant attendre le 1<sup>er</sup> octobre 1981 pour qu'un **médecin** salarié à plein temps, Guy-Noël Teinturier,



## DOSSIER

renforce le service en organisant des permanences dans les centres d'hébergement.

Un « vrai » cabinet médical est installé en 1983 au 1, rue Racine. Il accueille désormais des personnes à la rue. Dans les années 1986 et 87, il organise de nombreuses conférences qui mettent notamment l'accent sur la prévention. Il y aura même dès juin 1987 des séances de yoga au centre d'accueil féminin Jean-Meurier! Et pendant ce temps les bénévoles du « service médical » multiplient les visites aux malades hospitalisés, notamment aux Grandes Brosses, à Mettray, puis à l'Ermitage... Le 19 janvier 1988 est créé le Centre de soins « Porte ouverte », quai de Portillon, ouvert deux après-midi par semaine à toute personne sans couverture sociale ou sans argent. Il fonctionne grâce au Collectif Pauvreté-Développement, auquel adhère l'EAO et à qui viendront se joindre la Croix-Rouge et Médecins sans frontières.

Au **cabinet médical**, Guy-Noël Teinturier reçoit le renfort bénévole notamment des docteurs Dirck, Cochetel, Robert, et l'activité atteint 2 000 consultations par an.

Avec des initiatives complémentaires comme une exposition sur le Sida en 1995. Le cabinet est intégré au CASOUS en 1996. Fin 2009, le Dr Teinturier quitte l'association, qui ne retrouve pas de financement pour un temps complet (lire ci-dessous). Deux jeunes médecins à temps partiel lui succèdent. Viendront ensuite les Drs Aude Humeau-Commin puis Michèle Moquet, qui connaîtra la période de pandémie et ses confinements, tandis que le Dr Sylvie Beauflis exerce toujours à la Chambrerie.

Deux événements importants interviennent début 2008. D'abord l'ouverture de l'ATHOBA pour la prise en charge des auteurs de violences conjugales. Quelques années plus tard le service dépasse 60 prises en charge et plus de 400 séances de soins. Et en 2020 il est chargé du développement du **CPCA** au niveau régional. Le second événement est l'ouverture en juin 2008, à la Chambrerie, de dix « Lits halte soins santé » (**LHSS**), pour soigner des SDF en courts ou moyens séjours. Le service, sous la houlette de Véronique Livera, enregistrera 3 460 nuitées par exemple au cours de l'année 2015.



Guy-Noël Teinturier

En juin 2017, l'association répond à un appel à projet pour la création de « **Lits d'accueil médicalisés** » (LAM) destinés eux aussi à des SDF mais pour des longs séjours de soins. En novembre le ministère donne son feu vert, et 15 premiers lits sont ouverts fin 2018 à la Chambrerie, qui devient donc un établissement entièrement médicalisé. Cinq lits supplémentaires ont été ajoutés récemment, avec toujours, comme pour les patients en LHSS, un accompagnement social et des animations.

Enfin, et ce n'est pas sans lien avec la santé, il convient de noter que l'association s'est préoccupée de longue date de la **précarité alimentaire**. À partir de 1996 les maraudes ont commencé d'y pourvoir de façon organisée. En 2012 ce fut l'ouverture à Chinon de l'**épicerie solidaire** l'Embarcadère. Et en janvier de cette année 2023, le lancement avec l'Association Jeunesse et Habitat du « **Resto des maraudes** », qui sert des repas chauds et gratuits à des dizaines de bénéficiaires inscrits.

## Du cabinet médical aux LHSS mobiles : « aller au-devant » des personnes fragiles

*La santé est un droit fondamental mais trop souvent théorique pour les personnes en situation de précarité. Du fait de leurs conditions de vie difficiles, ces personnes sont plus exposées aux problématiques de santé mais elles ont bien moins accès et recours au système de santé et les messages de prévention les atteignent peu. Elles accèdent moins facilement aux dispositifs qui y sont attachés : équilibre alimentaire, couverture vaccinale, dépistage précoce de certaines maladies, accès aux traitements...*

*L'entraide a une conviction forte, depuis plus de 40 ans : l'accompagnement social global des personnes doit inclure l'accompagnement à la santé.*

*En 1980, un cabinet médical est ouvert, intégré aux autres activités de l'association, ouvert sur les situations d'exclusion extérieures. Son activité est construite sur trois lignes de forces : aller vers les personnes, développer des actions de prévention en lien avec d'autres associations et services de santé (vaccinations, campagne de dépistage), viser l'insertion vers le droit commun, d'où l'intégration du cabinet*

*médical au sein d'une équipe spécialisée dans l'accompagnement social.*

*À cette époque, cette démarche est pionnière. Dans les années qui ont suivi, l'ensemble des textes et rapports officiels préconiseront, pour rendre possible l'accès aux soins des plus précaires, cette coordination entre l'action sociale et la prise en charge sanitaire.*

*En 2012, la réorganisation des services de l'État distinguant le social et le médical met à mal le financement du cabinet médical. Des administrateurs accompagnés de salariés multiplient les interventions auprès de l'Agence Régionale de Santé, du directeur du cabinet du ministre, de la ministre elle-même, Marisol Touraine. La mairie de Tours est informée de la situation, des réunions sont organisées sous son égide avec les différents acteurs locaux : du CHU, d'Emergence... La conférence nationale de lutte contre la pauvreté, à l'automne 2012 insiste bien sur les liens à renforcer entre le sanitaire et le social, mais il n'existe pas de ligne budgétaire!*

*Durant plusieurs années, forte de ses convictions, l'Association continue le combat*

*pour la persistance de cette offre de services au plus près des personnes à la rue, finançant même cette activité en partie sur ses fonds propres.*

*L'année 2017, voit la création d'un pôle médical spécifique. Au sein de ce service élargi, des LHSS qui accueillent des malades sans domicile et atteints de pathologie aiguë, des LAM pour les patients dont l'affection devient chronique ou invalidante et le cabinet médical. L'équipe du cabinet médical - médecins salarié et bénévole, infirmiers - y tient une place essentielle « de chaînon » entre la rue et les différents services de soins. Aujourd'hui, cette activité est enfin réellement financée, l'équipe des LHSS devenus « mobiles », médecin, infirmiers, travailleurs sociaux peut poursuivre ses actions. Moralité : « mieux vaut oser l'impossible que se résigner à l'inéluctable » (Axel Kahn).*

*Des administrateurs, des salariés ont mené un combat pour le droit à l'accès à la santé pour les personnes en précarité, et ils ont gagné... qu'ils en soient remerciés.*

*Marie-Paul Legras-Froment, ancienne présidente d'Entraide & Solidarités*



## La formation, un travail de fond, et de longue haleine



Un cours à l'ancien centre de formation, rue Jacques-Cartier

Il est évident que les bénévoles puis les salariés de l'Entraide ont pris conscience dès l'origine des besoins de formation des personnes accueillies. A la fin des années 1970, le nombre d'analphabètes était même en progression, pour atteindre jusqu'à 70 % du public de l'Entr'Aide Ouvrière. Les bénévoles font ce qu'ils peuvent, mais c'est seulement en septembre 1980 que l'association bénéficie d'un **poste d'instituteur**, qui sera occupé par Anne Vinérier. Elle publiera en 1984 « La lecture retrouvée », un livre sur son expérience de la lutte contre l'illettrisme. L'année suivante se tient d'ailleurs à Montlouis-sur-Loire une première « journée départementale contre l'illettrisme », avec l'appui du CRIA (Centre Ressources Information Accompagnement).

Huit femmes suivent début 1986 un « stage d'insertion ou de qualification », rémunéré. Après le départ d'Anne Vinérier, la formation de base est réorganisée en 1987 avec l'ORFB (Organisme de Recherche et de Formation de Base) auprès de qui l'association détache une salariée. Et trois ans plus tard l'Accueil féminin ouvre des stages au 62 rue George-Sand, avec ses propres formatrices. Une « cellule » est ainsi

constituée en 1991, pour regrouper les cours dispensés dans les foyers, et permettre aux stagiaires d'être rémunérés. C'est désormais le **Service Emploi-Formation**, auquel s'adjoint en 1995 une « cellule lire-écrire-compter », alors que les savoirs de base étaient jusque-là confiés à l'ORFB.

### Lutte contre l'illettrisme dans tout le département

Au tournant du siècle, le nombre d'étrangers accueillis en Touraine s'accroît fortement, et parallèlement les besoins en formation à la langue française. En avril 1999 le service est installé dans un ancien garage de la rue Jacques-Cartier à Tours, et son activité ne cesse de croître. Le Conseil régional confie à l'Entraide de plus en plus de ses « visas », des programmes de formation qui concernent aussi bien le français, internet, la bureautique, la citoyenneté... L'accélération est marquée en 2012 (plus 40 %) avec 492 actions de formation dispensées, d'une durée de 500 heures pour certaines. Le service s'occupe également de l'accompagnement des salariés en insertion et des bénéficiaires du RSA, et on y trouve même des cours de yoga, pour une meilleure image de soi !

Et une formatrice professionnelle est détachée en permanence à l'antenne de Chinon.

C'est également en 2012 que le Conseil général (aujourd'hui départemental) confie à l'Entraide, pour trois ans, une action de **lutte contre l'illettrisme**, qui sera étendue à tout le département et reconduite jusqu'à ce jour. Cette action, ainsi que d'autres au Centre, bénéficie du concours de nombreux bénévoles encadrés par des professionnels.

L'association s'est définitivement fait une place dans le monde de la formation, spécialisée bien sûr dans les bas niveaux mais avec aussi des programmes de pré-professionnalisation. Et le désormais « Centre de formation », transféré à l'été 2015 dans les locaux du siège à Tours nord et dirigé par Nathalie Dréano, certifié **Qualiopi**, a dispensé en 2022, après la parenthèse Covid, 84 700 heures de cours à 1 130 stagiaires.



Quand le SIPAE travaillait encore le bois

## Les chantiers d'insertion, pour renouer avec le travail

« Certains hommes en raison de leur âge, de leur ignorance, de leur déficience physique ou mentale ne peuvent pas prétendre ou n'arrivent pas à travailler chez un employeur. Le centre de vie devrait mettre en place des **ATELIERS** où chacun pourrait travailler à son rythme et suivant ses possibilités... ». Le directeur de l'Accueil hommes, Gustave Doré, fait cette suggestion lors de l'assemblée générale de l'Entr'Aide Ouvrière du 11 mai 1980, le « centre de vie » étant aujourd'hui le CHERPA (voir ci-dessus au chapitre Hébergement). C'est en quelque sorte l'origine des chantiers d'insertion, qui ne portent pas encore ce nom. Deux ans plus tard est créé le **Centre d'Adaptation à la Vie active (CAVA)**, ouvert aux « non-travailleurs » hébergés dans nos foyers et destiné notamment à « favoriser un réentraînement au travail ». Les équipes des centres d'hébergement attribuent les postes (déboisement en forêt de Larçay, peinture, maçonnerie, jardin, entretien des centres...) et les personnes touchent un pécule qui leur permet de contribuer au prix de leur pension au foyer.

En 1984 on parle bien du **Service chantiers**, installé impasse Jules-Simon en centre-ville. Il publie d'ailleurs une annonce pour « vendre du petit bois d'allumage préparé par l'atelier de la Chambrière », et une autre pour rechercher « des petits travaux comme peinture de salons de jardin, réfection de chaises, etc... ». L'activité a dû se développer puisque fin 1985 l'EAO loue

des locaux et un terrain à Notre-Dame-d'Oé pour l'extension de ses chantiers. Et en 1988 le CAVA devient **Service de Réadaptation à la Vie professionnelle (SAVP)**. Un incendie impasse Jules-Simon accélère en juillet 1989 l'installation du service dans un entrepôt de la zone du Menneton. Les conditions de travail s'améliorent.

Sans doute est-ce une marque de reconnaissance de l'insertion par l'activité économique : en décembre 1992 sont organisées des rencontres de **dirigeants d'entreprises** et d'acteurs sociaux sur le thème « ensemble contre l'exclusion ». Début de reconnaissance également par les collectivités : la gestion de la déchetterie de Chinon est confiée au service en 1994. L'année suivante est créé un service Maintenance, qui assure la propreté et les petites réparations dans les foyers. Mais on retient surtout de l'année 1995 le transfert des Chantiers à **Chambray-lès-Tours** : les ateliers du Menneton étant à l'étroit, le service s'installe dans les 1200 m<sup>2</sup> couverts qu'occupait jusqu'alors Emmaüs. Il s'y trouve toujours, dans des locaux qui viennent d'être entièrement rénovés. Des salariés de l'EAO ont notamment pris part au chantier du tramway dans les années 2011-2013. Séparé du service Formation en 2014, devenu Service d'Insertion par l'Activité économique (SIPAE) puis **Pôle d'Activités économiques**, il propose des travaux et réalise des prestations pour des organismes publics ou privés,

associations, fondations, entreprises, collectivités territoriales, particuliers adhérents. Il répond également à des appels d'offre et à des demandes internes. Il assure en même temps **l'accompagnement dans l'emploi** des salariés et l'appui au recrutement des entreprises, un service sous la responsabilité de Sébastien Lamant depuis 2015. De son côté l'antenne de Chinon emploie elle aussi des salariés en insertion, et réalise des chantiers dans les domaines Espaces verts-Nature et second œuvre du Bâtiment. Entre Tours et Chinon, l'antenne dirigée par Solène Perrin-Body et aujourd'hui Franck Sépard, le nombre de salariés « en transition » peut atteindre 120 personnes. Par le jeu des entrées et sorties, selon la durée des contrats, les chantiers reçoivent davantage de salariés sur une année : par exemple 240 en 2012. Bon an, mal an, 50 à 60 % d'entre eux sortent avec un emploi ou une formation qualifiante. Louis Gallois, alors président de la Fédération des Acteurs de la Solidarité, a salué le travail accompli dans ce domaine par l'association lors d'une réunion publique, en octobre 2018 à Tours, consacrée à l'accompagnement social et professionnel. Quelques semaines plus tard, Sylvain Badonnel prenait la direction de ce pôle économique : il acheva la réorganisation du service, assura la mise en route de la cuisine centrale et conduisit les travaux de rénovation du site. L'heure de la retraite étant venue pour lui, Sébastien Lamant va lui succéder pour faire vivre les chantiers désormais au nombre de sept : **Espaces verts-Nature et Environnement, second œuvre du Bâtiment, Eco-Transition, Prestations extérieures, Maintenance, Propreté et Restauration.**





Des lycéens de Joué-lès-Tours découvrent la reproduction d'une cellule de la Maison d'arrêt

## Le Comité d'Aide aux Détenus, frère jumeau de l'Entr'Aide

On l'a dit plus haut : c'est un homme sortant de prison que l'abbé Pineau, aumônier de la Maison d'arrêt de Tours, met à l'abri à Noël 1947. Ce qui commence comme une fable va prendre corps et ne plus s'interrompre, jusqu'à aujourd'hui.

Dès lors en effet, les bénévoles qui s'affairent au côté du fondateur de l'Entr'Aide Ouvrière se préoccupent autant des détenus et des libérés que des autres sans-abri. Le **Comité d'Aide aux Détenus** (CAD) est en gestation, et sa naissance administrative aura lieu le 22 mars 1949, quand l'association est déclarée à la préfecture avec pour objectif « *de s'intéresser à tous les détenus, hommes et femmes, et à leur famille, sans distinction de race ni de religion* ». Le Comité entreprend tout aussitôt d'informer le public sur la vie carcérale. Les bénévoles sont au nombre d'une trentaine dès les années cinquante, rejoints en 1954 par l'avocat tourangeau Jean Fombeure, qui plaide vigoureusement pour une réforme générale du système pénitentiaire. Alors que la première subvention au CAD - 100 000 F du Conseil général - date de 1952, la Maison d'arrêt de Tours est dotée dans les années soixante de premiers intervenants professionnels, une équipe médico-sociale et un moniteur de l'Éducation nationale pour s'occuper des analphabètes. Les militants du CAD animent de leur côté la bibliothèque et dispensent des cours d'enseignement ménager aux femmes détenues. Après des révoltes dans

plusieurs établissements pénitentiaires en 1974 les conditions de détention s'améliorent, à Tours le **quartier des femmes** est supprimé en 1975.

Le Comité développe dans cette période une riche activité militante en expositions, conférences, colloques et sessions de formation, et plus encore après 1981 avec l'abolition de la peine de mort, que le CAD réclamait depuis 1976, et la réforme du Code de procédure pénale. Un autre tournant est enregistré à partir de 1984 avec l'élection de Madeleine Perret à la présidence, puis l'achat en 1986 de la **Petite maison**, face à l'entrée de la prison, grâce à l'aide de particuliers et d'autres associations. Depuis le 7 février 1987, une vingtaine de bénévoles continuent d'y recevoir, d'aider et d'informer les familles de détenus.

### Participation aux Journées nationales Prison

En 1991, le CAD est au nombre des fondateurs de la FARAPEJ (Fédération des Associations Réflexion-Action, Prison et Justice), au bureau de laquelle l'association est toujours représentée. Cette même année sont organisées les **premières Journées nationales Prison**, qui existent toujours, en novembre. L'Entraide a construit la reproduction d'une cellule qu'elle expose sur la voie publique, pour mieux faire connaître la vie carcérale. Avec quelques partenaires locaux, elle tient un stand et organise des conférences. Pour développer la prévention de la

délinquance chez les jeunes (le CAD est membre depuis 1983 du Conseil départemental de Prévention de la Délinquance), le Comité intervient également dans des établissements scolaires.

Depuis 1998, **une salariée** de l'association était affectée au Comité, mais la suppression d'une subvention de la CAF en 2013 oblige à s'en séparer. Les difficultés financières poussent l'EAO et le CAD à fusionner en 2015, ce qui met fin à une ambiguïté « congénitale » entre les associations jumelles. Monique Carriat, présidente du CAD, devient vice-présidente de l'**EAO-CAD** (qui devient Entraide & Solidarités deux ans plus tard). En 2017, celle-ci peut affecter à nouveau une assistante sociale au travail de prévention de la récidive et de préparation à la sortie des détenus. Ce sera de courte durée : en 2020, l'administration pénitentiaire crée elle-même un poste de travailleur social à la Maison d'arrêt de Tours. 2020 est également l'année de la disparition de Madeleine-Perret : E&S attendra la fin des perturbations dues au Covid pour donner son nom à la Petite maison, en 2022.

L'an passé, les bénévoles de la Petite maison-Madeleine Perret ont reçu 5 188 visiteurs, dont 882 enfants, pour lesquels des distractions sont parfois organisées par une animatrice à temps partiel...

## Des gens qui travaillent pour les autres

L'histoire de l'association, c'est évidemment une belle aventure humaine, celle d'un équipage sans cesse renouvelé d'adhérents, de salariés et de bénévoles, qui s'attachent à perpétuer l'engagement et les valeurs d'origine tout en s'efforçant de s'adapter aux besoins, aux moyens et aux pratiques d'aujourd'hui. Pardon à tous les anonymes qui ne se retrouveront pas dans cette brève histoire !

### Des bénévoles d'abord

Les premiers mois de 1948-1949, ils - et plus souvent elles - étaient seuls à œuvrer pour les plus démunis. Mais il y avait deux formes d'engagement : le volontariat et les « membres actifs ». Les volontaires s'engageaient au moins pour un an, à temps plein, ils étaient payés mais reversaient une partie de leur salaire. Les membres actifs étaient les vrais bénévoles, dont l'engagement pouvait être restreint, mais « précis, sérieux et régulier ». Le nombre de bénévoles a toujours été important : 180 sont enregistrés par exemple en 1998. La pandémie et les confinements ont perturbé l'activité et freiné l'engagement bénévole, qui repart à la hausse avec largement plus d'une centaine de bénévoles actifs. Les plus gros « bataillons » de volontaires sont depuis longtemps, et fidèlement, l'Épicerie solidaire l'Embarcadère à Chinon, les actions de lutte contre l'illettrisme pilotées par le Centre de formation, la Petite maison Madeleine-Perret, la Maraude... sans oublier le conseil d'administration !

La commission Bénévolat de l'association ([comm.benevolat@entraide-et-solidarites.fr](mailto:comm.benevolat@entraide-et-solidarites.fr)) reçoit les candidats lors de permanences régulières, et s'efforce de toujours mieux adapter les compétences et les disponibilités aux besoins des différents services.

### Des salarié(e)s

La toute première s'appelait Solange Glory, une assistante sociale embauchée en septembre 1949. Elle restera trente ans au service de l'association. Ils seront 11 en 1964, et le cap des 20 salariés est franchi en 1972. Les salariés de l'association sont adhérents d'office jusqu'en 1973. Depuis janvier 1957 le bulletin interne Ensemble relie les services. En 1982 l'EAO emploie 53 permanents, ce qui entraîne la création d'un comité d'entreprise dont

un représentant - Gilles Langlo sera le premier - siègera au conseil d'administration avec voix consultative. À la fin de 1988, l'effectif est de 68 salariés, 2 TUC (Travaux d'Utilité collective, des emplois aidés créés en 1984) et 3 objecteurs de conscience. La centaine est largement dépassée en 1998, avec quelques dizaines de « contrats emploi solidarité » (autre type d'emploi aidé), et les permanents sont 130 en 2012. Aujourd'hui, avec les salariés en transition, l'association emploie 300 ETP (équivalents temps plein), soit 350 personnes environ.

### Des cadres

Alors que Marcelle Legeard est directrice générale et Micheline Surcin directrice de l'Accueil féminin, l'association recrute en septembre 1979 un directeur de l'Accueil hommes, Gustave Doré. En mai 1983 Elisabeth Tatez devient directrice générale. Sept ans plus tard est recruté Patrice Bunle avec le titre de secrétaire général. Il regroupera les services informatiques et la formation rue George-Sand, et mènera à bien l'informatisation. Il quitte l'association en 2009 sur un différend.

Le nouveau directeur général, Éric Le Page, va notamment redresser les comptes, impulser la modernisation des services, développer de nouvelles activités, installer le siège et l'antenne de Chinon dans de nouveaux locaux. En désaccord avec un programme de réorganisation, il s'en va en décembre 2020. L'adjointe plus spécialement chargée des ressources humaines, Christelle Dehghani, qui l'épaulait depuis avril 2014, est nommée directrice générale. Elle assure la mise en œuvre d'un management plus participatif, appuyé en particulier sur un organigramme remanié avec la création d'un pôle « Ressources », dirigé par Mogane Merlin.

### Des « personnes concernées »

C'est ainsi que les personnes accueillies, accompagnées et souvent hébergées ont-elles-même choisi de se désigner désormais. C'est évidemment pour elles, pour le mieux-être des centaines de personnes en permanence dans nos services, que toutes les catégories de « travailleurs » agissent. L'un des axes majeurs du Plan stratégique d'E&S vise à développer sans cesse leur participation à la vie de l'association et aux décisions qui la déterminent.



Des bénévoles sur le marché de Chinon





Abbé  
Gaston  
Pineau

## Douze président(e)s à la tâche

- **René Memeteau** : 1948-1950
- **Gaston Pineau** : 1950-1958 (décédé le 28/02/1998)
- **Robert Care** : 1958-1967
- **Robert Paucou** : 1967-1975
- **Germaine Dolbeau** : 1975-1987
- **Robert Fontenas** : 1987-1993
- **Jean Paillou** : 1993-1997
- **Gérard Plessis** : 1997-2002
- **Jean-Marie Perrin** : 2002-2006
- **André Ledoux** : 2006-2014
- **Marie-Paul Legras-Froment** : 2014-2022
- **François Ferrise** : 9 juin 2022-

## Pierre-Tony Intsaby, en résilience principale...

Il avait toutes les raisons de fuir un endroit comme l'Entr'Aide Ouvrière, Pierre-Tony Intsaby : il y a pourtant passé 31 ans de sa vie !

À l'heure de la retraite, il évoque pour nous ce parcours édifiant. Tout le monde ne le sait pas, évidemment, mais Pierre-Tony fut lui-même « un enfant de la DDASS » comme on disait. C'est-à-dire un enfant placé d'abord dans une institution, de l'âge de 4 ans à ses 11 ans - « où je n'ai jamais été malmené » - puis deux ans dans une famille d'accueil, et enfin quatre ans chez sa grand-mère maternelle. Durant ce parcours d'obstacles il a quand même connu les coups, et sa scolarité en a souffert. L'adolescent vise un CAP de secrétaire comptable, mais tombe un ultimatum : « tu vas en apprentissage ou tu prends la porte ! ». Il l'a prise, à 17 ans. Et le gamin s'est retrouvé sous les fenêtres de la caserne Meusnier, qui proposait une préparation parachutiste. Il enchaîna avec dix-huit mois à l'école des sous-officiers à Saint-Maixent.

Quelques péripéties plus tard, on retrouve Pierre-Tony préparateur d'asphalte à Bordeaux, mais il sera licencié en 1991. Alors qu'il est déjà père de trois filles, une séparation marque sa vie conjugale, et revenu à Tours, il travaille chez différents artisans. A l'été 1992, on lui propose une mission d'un mois à l'Entr'Aide, et le voilà « moniteur du quotidien » au foyer Renault, aujourd'hui le CHERPA. Après une enfance aussi chaotique, on pourrait penser que le social ne sera pas sa voie, et ce sera le contraire. « C'est l'époque où arrivent les premiers éducateurs spécialisés,

comme Yves Denis et Pascal Dabouis, et l'accompagnement social. Jusque-là, on faisait avec ses propres valeurs, et celles de l'association. Mais après un audit de l'administration sur les qualifications des salariés, en 96, je vais suivre une formation de moniteur-éducateur à l'Institut du Travail social. Et je reste au CHERPA jusqu'à la fermeture pour travaux, en 2001... ».

Affecté au foyer Albert-Camus qui héberge des familles dans des situations souvent très difficiles, Pierre-Tony Intsaby, désormais « professionnel estampillé », n'en continue pas moins de se former : « en dehors du travail, j'ai par exemple appris à connaître les religions et ce qu'elles impliquent. Le travail a évolué, avec des ouvertures sur l'extérieur, des partenariats et des coopérations. Mais on restait tous militants à l'époque, attachés notamment à l'accueil inconditionnel des personnes, et il nous arrivait d'organiser une sortie sur un jour de congé. Je me rappelle avoir planté des arbres à Camus un samedi, de 7h du matin à 3h le lendemain... ».

Et puis le secrétaire général a créé un service Maintenance, où il a muté Pierre-Tony. « Je l'ai mal vécu. En fait de service, j'étais seul au début. Là aussi je me suis formé de mon côté, de 2006 à 2013, jusqu'à pouvoir refaire des appartements entiers. Pourtant, à la création des pôles, on m'affecte aux Prestations extérieures, au démontage



des palettes... ». Nouvelle vexation, incompréhension, et conflit avec la hiérarchie. Élu CGT du personnel depuis 1993, il n'est pas du genre à se laisser faire. L'année suivante, il est victime d'un accident qui le tiendra seize mois à l'écart de son poste. À la fin de cet étonnant parcours, Pierre-Tony était chef de l'atelier Propreté, et il a bien apprécié les dernières années de sa carrière.

« Finalement, je me suis professionnalisé en même temps que l'association, constate Pierre-Tony. Elle est humainement riche, mais son développement et la création des pôles ont entraîné une distanciation entre certaines équipes, les restructurations ne sont pas bien expliquées et les gens se sentent moins intégrés qu'autrefois. Il faut aussi recréer du lien avec les personnes accueillies... Il y a eu de sales moments, j'ai vu des choses qui ne collaient pas avec la mission de l'Entr'Aide, mais au bout du compte je ne regrette rien et je n'en veux à personne... » À tel point que le jeune retraité pense « rempiler »... comme bénévole ! C'est que sa résilience à toute épreuve n'a d'égale qu'une sacrée fibre sociale.

J-P.M.

# Et maintenant ? « Gardez vos valeurs militantes, indignez-vous ! »

Xavier Gabillaud, Directeur départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS), a bien voulu nous dire - sans concessions bien sûr - comment il voit le rôle et la place d'Entraide & Solidarités dans le paysage politico-social tourangeau. C'était en avril, « à quelques heures de quitter la Touraine » pour rejoindre La Rochelle, où il exerce la même fonction. Qu'il en soit remercié.



Xavier Gabillaud en décembre 2015, première visite à l'association

« Le rôle et la place d'E&S dans le paysage politico-social tourangeau ? Fichtre, rien que ça. Je pourrais m'en sortir d'une double pirouette : comment, à bientôt 75 ans votre association en est-elle encore à s'interroger sur sa place ? Et si elle n'existait pas, il faudrait sans nul doute l'inventer !

En presque huit années dans le département, je crois en effet ne pas avoir passé une journée sans, de façon directe ou indirecte, avoir « eu affaire » avec votre association, des maraudes au 115, de l'urgence au logement accompagné, de l'accueil des migrants à l'intégration des réfugiés, de l'apprentissage du français à l'insertion par l'activité économique - avec pour agrémenter l'ensemble un peu de poésie administrato-budgétaire et quelques dizaines de conventions par an...

« Bien sûr nous eûmes des orages, huit ans d'amour c'est l'amour fol », mais en réalité, rien de très sérieux, point d'ouragan, point de tempête et une capacité à retrouver le cap ensemble d'un simple échange. Je salue au passage la facilité de ces échanges, tant avec les dirigeants bénévoles qu'avec la direction générale et vos équipes. Je les remercie d'avoir, avec les services de l'État, pris des risques de l'expérimentation, des risques budgétaires aussi, pour répondre aux nombreuses urgences et politiques publiques.

Il est assez troublant de constater le mimétisme de nos organisations. En créant les directions départementales en charge de l'emploi, du travail et des solidarités, l'État a souhaité renforcer et mieux coordonner ses outils pour la meilleure insertion sociale et professionnelle des personnes vulnérables. Votre association et ses fondateurs l'avaient fait quelques années avant... de là à penser que la DDETS serait le bras armé d'Entraide & Solidarités... ! À cet égard d'ailleurs, je sais le débat récurrent dans vos associations : simples opératrices de l'État ? Sous sa tutelle ? Avec quelle capacité d'initiative et de parole militante ? La succession de crises, sanitaire, migratoire, économique... nous conforte davantage dans des logiques de coopérations entre pouvoirs publics, associations, entreprises, « société civile »... Ces coopérations obligent à sortir des postures en construisant de la confiance réciproque, sans compromis. Gardez vos valeurs militantes, indignez-vous, proposez, expérimentez...

Vous trouverez à la DDETS et dans les services de l'État toujours une écoute attentive. Dans un contexte de précarité, je mesure ceci dit le risque d'une forme d'overdose d'appels à projets. La maîtrise de votre développement et la sécurisation des procédures budgétaires m'apparaissent ici comme un enjeu majeur. Si, par ailleurs, le sujet dépasse votre seule association, l'attractivité pour les métiers du social nous pose collectivement question. Les frustrations sont importantes, l'adéquation des moyens aux besoins est posée... mais ne doutons pas de l'impérieuse utilité de vos métiers. Remettre les gens debout, les tenir en équilibre, les accompagner pas à pas...et (re)vivre !

En conclusion, en forme de clin d'oeil... je rejoins de suite un moment interne à l'occasion de mon départ, accompagné par... le service traiteur d'Entraide & Solidarités... La convivialité ne nuit pas ! »

Xavier Gabillaud

## Je fais un don à Entraide et Solidarités

- Je soutiens Entraide et Solidarités dans son action. J'envoie un chèque à l'ordre de Entraide et Solidarités (une partie de votre don sera déductible de vos impôts)
- Si vous souhaitez soutenir une action particulière, merci de l'indiquer. Dans tous les cas, un reçu fiscal vous sera envoyé en fin d'année.

## J'ADHÈRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS

Je (nom, prénom) : .....  
 Adresse : .....  
 CP : ..... Ville : .....  
 Téléphone : ..... e-mail : .....

J'envoie un chèque de 20 euros (5 euros si je ne suis pas imposable), pour un an, qui comprend l'abonnement à la revue Perspectives (quatre numéros par an). Un reçu fiscal vous sera envoyé.

**Bulletin et chèque à renvoyer à :** Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

## JE M'ABONNE À LA REVUE PERSPECTIVES

Je souhaite recevoir Perspectives sans adhérer à Entraide et Solidarités.

- 10 € - 4 numéros par an • Abonnement de soutien 25 €

Je joins un chèque de ..... € à l'ordre de Entraide et Solidarités.

**Bulletin d'abonnement à renvoyer à :** Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours



## Pôle économique : Sylvain Badonnell bat en retraite

Il était depuis début 2018 le patron unanimement apprécié du Pôle d'activités économiques d'Entraide & Solidarités. C'est-à-dire des ateliers et chantiers d'insertion qui, chaque année, ramènent vers l'emploi des hommes et des femmes qui en étaient éloignés. Mais cela devait arriver: le jovial et toujours dynamique Sylvain Badonnell est quand même rattrapé par l'âge de la retraite et va rejoindre sa Lorraine. Mais il ne sera pas venu pour rien ! Dans ce délai relativement court, en effet, il a mené à bien une réorganisation du Service d'Insertion par l'Activité économique, son adaptation aux besoins avec notamment la mise en route d'une cuisine centrale et la création d'un chantier « Éco-Transition », ainsi que la rénovation des locaux de Chambray-lès-Tours. Excusez du peu !

Celui qui va lui succéder n'est autre que son adjoint, Sébastien Lamant, entré à l'association en 2015, et jusqu'alors responsable des conseillers en insertion professionnelle (devenus chargés de

mission emploi). Autrement dit le service qui parallèlement aux ateliers et chantiers, accompagne les salariés en transition vers et jusque dans l'emploi (démarche SEVE). Sébastien va donc prendre en charge l'ensemble de ce « pôle » de 25 salariés permanents, qui réalise des travaux et des prestations pour différents types de clients : organismes publics ou privés, associations, fondations, entreprises, collectivités territoriales, particuliers adhérents. Il répond également à des appels d'offre et à des demandes internes.



### Contact

40, rue Augustin Fresnel  
37170 Chambray-les-Tours  
02 47 27 62 84  
emploi@entraide-et-solidarites.fr

## Fêtes et sorties estivales : le CHERPA ouvre le bal

C'est le plus ancien des CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale) d'Entraide & Solidarités : le CHERPA, rue du Général-Renault à Tours, abrite une quarantaine de résidents. Ils sont encadrés par une équipe sociale dynamique, qui s'efforce d'en faire une structure ouverte sur son environnement. Un bel exemple en a été donné le 4 mai avec l'invitation à « fêter le printemps ». Alice Mariaud, la responsable du site, a en effet accueilli des dizaines d'invités, dont le président François Ferrisse, des collègues des autres services de l'association mais aussi des partenaires habituels de la vie quotidienne du foyer.

Et ils ont été nombreux, résidents et salariés autour de Solène Junet, animatrice, à mettre la main à la pâte pour préparer la décoration, un copieux buffet gourmand, et un programme



musical de qualité avec Folk Up puis le jazz manouche du Major Swing Trio. Fêter le printemps s'avère un beau prétexte à se rencontrer et échanger, et une belle entrée en matière pour les animations de l'été. Mais il y aura d'autres rencontres interservices, tant il est intéressant d'échanger dans une association qui compte autant de sites, ou tout simplement de faire connaissance !

## L'AG d'E&S, c'est le 15 juin

L'assemblée générale annuelle d'Entraide & Solidarités se réunit jeudi 15 juin, à partir de 9h à la Maison des Sports de Touraine à Tours nord (au bout de la rue de l'Aviation, sur la commune de Parçay-Meslay). Accueil à partir de 8h30. C'est évidemment l'occasion de s'informer et de se prononcer sur les activités de l'association, sa gestion et ses orientations. Si possible avant ce jour-là, merci de penser à vous acquitter de votre cotisation pour 2023 (20 €, 5 € si vous êtes non-imposable). C'est aussi un moment convivial, tous les participants étant invités à partager le repas qui suit.

## DÉFI relevé pour les réfugiés

Pour aider à l'insertion professionnelle des réfugiés non francophones, la Région a ouvert un programme baptisé DÉFI (Développement de l'emploi par des formations inclusives). En Indre-et-Loire, 13 étrangers reçoivent depuis janvier et jusqu'en mai une formation à des métiers en tension comme les espaces verts ou le bâtiment. Dans le même temps et deux jours par semaine leur sont dispensés des cours de français adaptés à leur initiation « technique » et aux besoins des entreprises conventionnées. Des cours assurés par le Centre de Formation d'Entraide & Solidarités que dirige Nathalie Dréano.

Les premiers résultats tangibles ont été mesurés lors de la signature de convention dans les locaux de l'entreprise d'insertion Déclit, à Joué-lès-Tours, en présence notamment de Jean-Patrick Gille, vice-président du Conseil régional Centre-Val de Loire délégué à la formation professionnelle et à l'insertion, et de François Ferrisse, président d'E & S.



## VIE DE L'ASSOCIATION

# Des jeunes étrangers en escale à Nantes

La balade avait un air de vacances, mais ce n'était qu'une escapade d'une journée pour sept jeunes de notre « secteur socio-éducatif », à savoir des mineurs étrangers (MNA) qui sont confiés à l'association pour leur hébergement, leur formation et leur accès à l'autonomie. Ce petit groupe a pu participer récemment à une journée complète à la découverte de Nantes, en compagnie bien sûr d'un travailleur social.

« Nous sommes partis en minibus et nous avons tout d'abord visité « l'île aux machines » et ses étonnantes créations où la technologie copie la nature. Les garçons ont pu monter sur un manège de créatures marines animées. Après le repas partagé dans le grand hangar aux bananes, le programme de l'après-midi passait par la visite du bateau « Maillé-Brézé », l'escorteur d'escadre de la Marine nationale, à bord duquel nous avons pu découvrir la vie des marins sur un vaisseau de guerre. Nous avons donc un peu joué comme si nous étions les membres de cet équipage. Nous sommes rentrés ensuite bien épuisés, mais surtout très heureux... »

Avec l'animateur du service, Fabien Sellami, l'équipe qui encadre ces jeunes a prévu d'autres activités pour les beaux jours...



## NOTES DE LECTURE

# Immigration, le grand déni

« Nous pensons que l'immigration fait partie de la France et des Français, depuis toujours. L'immigration est un fait, qui fait aussi la France, qui a fait son passé et qui fera sans doute son avenir. Il ne sert à rien d'être contre. Que veut dire être contre le mouvement des hommes sur la terre ? » Gérald Darmanin.

François Héran, auteur de « Immigration : le grand déni » est professeur au Collège de France sur la chaire Migrations et Sociétés, il anime aussi l'Institut Convergences Migrations. Il a publié de nombreux ouvrages dont : « Le temps des immigrés (2007) », « Avec l'immigration (2017) », « Lettre aux professeurs sur la liberté d'expression (2021) ».

Dans « Immigration : le grand déni », il confronte les lecteurs à l'implacable réalité des chiffres fournis par des organismes comme l'INSEE ou l'OCDE. Les immigrés (personnes nées étrangères à l'étranger et installées durablement), représentent actuellement 11 à 12 %

de la population française, soit 53 % de plus qu'en 2000, malgré le recul de la migration familiale. Il impute cette progression continue « à l'extension de la logique des droits, la mondialisation de la mobilité estudiantine, mais aussi, dans une moindre mesure, la demande d'asile et le recrutement d'actifs qualifiés ». Le phénomène est mondial, entre 2000 et 2020, le nombre d'immigrés sur la planète a augmenté de 62 %.

Il décortique le rôle de la France pour l'accueil des exilés engendré par les guerres civiles et compare avec les pays voisins. « Quand on regroupe les demandes de protection présentées entre 2014 et 2020 par les ressortissants des trois pays réunis - Syrie, Irak, Afghanistan - le bilan est maigre pour la France : 106 000 demandes traitées, soit 4,5 % des 2,33 millions déposées dans l'Union Européenne. Il faut donc dégonfler le mythe d'une France trop attractive en matière d'asile ».

Derrière ces analyses pointues qui constituent une approche nouvelle

de la question migratoire, apparaît une profonde réflexion à la veille des discussions pour la future loi sur l'immigration, et une critique sévère de l'amateurisme des partis politiques d'extrême-droite qui interprètent les chiffres officiels à leur sauce et propagent des contre-vérités.

On peut regretter que François Héran ne prenne pas suffisamment en compte les problèmes tels que la montée de l'islamisme radical ou la hausse de la délinquance.

« Immigration : le grand déni » reste un livre important pour comprendre les enjeux de l'accueil des étrangers et de leur intégration en France.

**192 pages, Le Seuil, 13,50 €**

De son côté L'Observatoire des inégalités a livré récemment des analyses et données sur « Les immigrés et leurs descendants » sur « Classe, âge, origine : quand les inégalités se cumulent », ou encore sur « Le recul du chômage. Et il va publier prochainement un nouveau Rapport sur les inégalités en France.

### Contact :

15 rue Jacques-Marie Rougé  
37000 Tours

contacts@inegalites.fr

02 47 44 63 08

www.inegalites.fr